

Les Echos, no. 24241

Monde, vendredi 28 juin 2024 740 mots, p. 6

union européenne

Des efforts budgétaires colossaux à venir pour l'Italie et la France

GUILLAUME DE CALIGNON

L'institut Bruegel a calculé que, même avec les nouvelles règles budgétaires européennes moins strictes, l'ajustement budgétaire de l'Italie et de la France s'annonce massif.

Malgré l'incertitude qui règne en France, une chose est sûre en Europe : le Vieux Continent se prépare à remettre en ordre ses finances publiques, après le « quoi qu'il en coûte » du Covid, les boucliers tarifaires et les autres aides liés à la période inflationniste. Et cela aura un impact sur la croissance de la zone euro. Fin septembre, les sept Etats membres de l'UE affichant les plus forts déficits publics devront communiquer à Bruxelles la façon dont ils comptent réduire leur endettement. Trois grosses économies en font partie : la France, l'Italie et la Pologne.

Les efforts à faire sont très importants, même avec les nouvelles règles budgétaires européennes moins strictes, et qui permettent une discussion avec la Commission. Les objectifs sont toujours d'atteindre 60 % de dette publique sur PIB et un déficit public en dessous de 3 %. Mais ces règles donnent plus de temps aux pays pour assainir leurs comptes publics, entre quatre et sept ans, en fonction d'une analyse de soutenabilité de leur dette publique.

Dans une étude, l'institut Bruegel a calculé que l'Italie est le pays qui devra faire le plus d'effort : 1,08 point de PIB par an pendant quatre ans. Elle est suivie de l'Hexagone qui devra trouver chaque année 0,94 point de PIB. L'équation s'annonce très compliquée pour les deux pays.

« Si la France veut revenir à un solde budgétaire primaire, avant paiement des intérêts de la dette, positif, qui permettrait de stabiliser la dette publique, alors l'ajustement budgétaire à consentir d'ici à 2027 est proche de 4 points de PIB, soit un peu plus de 100 milliards d'euros à trouver en quatre ans », explique Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz. Pour lui, « il est quasi impossible de faire cet ajustement sans augmenter les impôts ».

« Tragédie budgétaire »

Mais *« il faut se souvenir que les efforts faits pendant le quinquennat de François Hollande ont consisté aux deux tiers de hausses de prélèvements obligatoires. Ce qui a eu une fâcheuse conséquence : un choc fiscal et une croissance très faible plusieurs années de suite »*, rappelle-t-il. De là à dire que le prochain parti qui sortira majoritaire des urnes le 7 juillet n'emportera pas la présidentielle de 2027, parce que la dégradation de la conjoncture sera forte, il n'y a qu'un pas. D'ailleurs, devant le peu de sérieux des programmes pour les législatives, le ministre allemand des Finances, le libéral Christian Lindner, a mis en garde

jeudi : « *Pour les Françaises et les Français, une tragédie budgétaire pourrait menacer* », a-t-il déclaré.

Dans une étude datant du printemps dernier, des économistes de la BCE estimaient que cette nouvelle rigueur budgétaire amputerait la croissance de la zone euro de 0,4 point de PIB en 2024 et 2025. Comme la croissance potentielle de la zone euro est proche de 1 % par an, l'impact des efforts budgétaires s'annonce donc important. Sans compter que la croissance risque aussi d'être affectée par « *la politique monétaire qui restera restrictive jusqu'à la fin 2025 environ* », prévoit Gilles Moëc, chef économiste d'AXA.

« Tous les pays européens vont se mettre à réduire leur déficit public en même temps. Ce ne sera pas exactement comme la période d'austérité budgétaire du début des années 2010 parce que l'ampleur de l'effort est moindre pour beaucoup de pays. Mais le fait que tous les Etats membres fassent la même chose au même moment va aggraver les choses, considère Jérôme Creel, économiste à l'OFCE. D'autant que ce mouvement a lieu alors que les besoins d'investissements, dans la transition énergétique, la prise en charge d'une population qui vieillit et la défense, n'ont jamais été aussi nombreux et que les Européens ne se sont pas mis d'accord pour recourir à l'endettement commun. »

D'autres sont plus optimistes. Rory Fennessy, d'Oxford Economics, souligne que la reprise en Europe dépend d'abord de la demande privée tirée par les hausses de salaires et la désinflation. Il n'empêche que les problèmes restent intacts. Plus les dettes publiques des Etats divergent - celle de l'Allemagne devrait représenter 58 % de son PIB en 2029 contre 115 % pour la France -, moins un endettement commun sera acceptable pour les gouvernements, et plus les pays endettés auront du mal à contrôler leurs finances en raison d'une faible croissance. Les défis économiques et budgétaires de l'UE restent immenses.

Guillaume de Calignon